

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.1/33/L.30/Rev.1  
21 novembre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
PREMIERE COMMISSION  
Point 41 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LA DENUCLEARISATION DE L'AFRIQUE

Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie :  
projet de résolution révisé

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 32/81 du 12 décembre 1977, dans laquelle elle demande à tous les Etats de s'abstenir de fournir à l'Afrique du Sud une coopération dans le domaine nucléaire, pour ne pas permettre au régime agressif et raciste de ce pays de se doter d'armes nucléaires,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa première session ordinaire, réunie au Caire du 17 au 21 juillet 1964,

Rappelant ses résolutions 1652 (XVI) du 24 novembre 1961, 2033 (XX) du 3 décembre 1965, 3261 E (XXIX) du 9 décembre 1974, 3471 (XXX) du 11 décembre 1975 et 31/69 du 10 décembre 1976, par lesquelles elle a demandé à tous les Etats de considérer le continent africain, comprenant les Etats africains continentaux, Madagascar et les autres îles qui entourent l'Afrique, comme une zone exempte d'armes nucléaires et de le respecter en tant que telle,

Prenant note de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, en date du 4 novembre 1977, par laquelle le Conseil a décidé, entre autres dispositions, que tous les Etats devraient s'abstenir de toute coopération avec l'Afrique du Sud concernant la fabrication et la mise au point d'armes nucléaires,

Gravement préoccupée par le fait que l'Afrique du Sud n'a pas renoncé à se doter d'armes nucléaires et qu'elle pourrait donc encore procéder à une explosion nucléaire et se doter d'un potentiel nucléaire au mépris de la Déclaration de l'Organisation de l'unité africaine sur la dénucléarisation de l'Afrique et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité,

Convaincue que cette situation constitue un grave danger pour la paix et la sécurité internationales, et un défi constant aux efforts déployés par la communauté internationale pour faire de l'Afrique une zone exempte d'armes nucléaires,

Réaffirmant la décision prise à la dixième session extraordinaire, tendant à ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies prenne les mesures efficaces voulues pour empêcher que la décision de l'OUA relative à la dénucléarisation de l'Afrique ne reste lettre morte,

1. Réitère énergiquement la demande qu'elle a faite à tous les Etats de considérer le continent africain, comprenant les Etats africains continentaux, Madagascar et les autres îles qui entourent l'Afrique, comme une zone exempte d'armes nucléaires et de le respecter en tant que telle;
2. Condamne vigoureusement toute tentative de l'Afrique du Sud visant à introduire de quelque façon que ce soit des armes nucléaires sur le continent africain;
3. Exige avec effet immédiat que l'Afrique du Sud s'abstienne de procéder à toute explosion nucléaire sur le continent africain ou ailleurs;
4. Prie le Conseil de sécurité de surveiller de près l'Afrique du Sud et de prendre des mesures efficaces appropriées afin d'empêcher ce pays de mettre au point et de se doter d'armes nucléaires, lesquelles mettraient en péril la paix et la sécurité internationales;
5. Condamne toute collaboration nucléaire d'un Etat, d'une société, d'une institution ou d'un particulier quelconque avec le régime raciste qui soit de nature à compromettre la réalisation de l'objectif de l'OUA consistant à conserver à l'Afrique son caractère de zone exempte d'armes nucléaires;
6. Exige que l'Afrique du Sud soumette toutes ses installations nucléaires à l'inspection de l'AIEA;
7. Lance un appel à tous les Etats afin qu'ils s'abstiennent de toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, pour ne pas permettre au régime raciste de se doter d'armes nucléaires, et qu'ils dissuadent les sociétés, institutions et particuliers relevant de leur juridiction de toute coopération avec l'Afrique du Sud dans ce domaine;
8. Prie en outre le Secrétaire général de fournir à l'Organisation de l'unité africaine toute l'assistance nécessaire en vue de l'application de sa déclaration solennelle sur la dénucléarisation de l'Afrique;
9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session la question intitulée "Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique".